18 septembre : mobilisons-nous pour un budget de justice sociale

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le Premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations syndicales représentatives de la Fonction publique : CGT, FO, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, le gel des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le gel des prestations sociales, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés… Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts **pour les foyers les plus aisés** et les 211 milliards d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises **sans aucune contrepartie !**

Les inégalités et le nombre de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté explosent, les conséquences du changement climatique se multiplient et ont des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent pas de vivre dignement de son travail…

Parce qu'elle est au cœur de l'austérité budgétaire portée par le gouvernement, la Fonction publique est une des principales cibles des mesures annoncées.

Des plans sociaux qui ne disent pas leur nom sont déjà à l'œuvre dans la Fonction publique territoriale et dans la Fonction publique d'État, des réductions d'effectifs sont encore annoncées, les agent·es de la FPH attendent toujours **l'ouverture d'une négociation au sujet de leur protection sociale complémentaire**, le supplément familial de traitement est mis en cause, les missions qui exigent des déplacements ne peuvent plus être menées faute de financement, les femmes enceintes se voient appliquer sans distinction la baisse de **10 % de leur** rémunération **au titre du congé maladie ordinaire** des arrêts maladie, …
Le constat est malheureusement partagé pour l'ensemble des trois versants de la Fonction publique : État, Territoriale et Hospitalière.

Plus que jamais, la revalorisation des rémunérations**, l'amélioration des carrières**, l'amélioration des conditions d'emploi et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables. D'autres chantiers sont à mener pour améliorer les conditions de travail et garantir les moyens indispensables à l'exercice des missions.

Nos organisations attendent que le gouvernement ouvre sans tarder des discussions sur les revendications qu'elles portent depuis plusieurs années maintenant !

Aujourd'hui, pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Depuis le mois de juillet, nous sommes mobilisés dans l'ensemble des administrations, collectivités, services, établissements, entreprises, territoires et professions en allant à la rencontre des travailleurs et travailleuses afin qu'elles et ils signent la pétition intersyndicale stopbudgetbayrou.fr

Aujourd'hui, nos organisations appellent à une journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 18 septembre 2025, y compris par la grève et la manifestation.
Le musée des horreurs du projet de budget doit être abandonné. Les exigences sociales doivent être enfin prises en compte !

Nous voulons :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des mesures de créations d'emplois publics pour lutter contre la précarité, améliorer les conditions de travail et de réalisation des missions de service public, pour répondre aux besoins et renforcer la solidarité partout sur le territoire,
- des mesures salariales générales et la revalorisation des grilles indiciaires,
- des mesures instaurant enfin l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abrogation de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés de maladie,
- La garantie des droits des agent·es publics, au titre des politiques de protection et d'action sociales,
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans,
- la justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises.

Nous appelons les agentes et agents publics à se mobiliser massivement pour changer la donne et gagner des avancées !

Nos organisations restent en contact, conviennent de se revoir après cette journée de mobilisation et de grève et se réservent la possibilité de prendre toute initiative qu'elles jugeront nécessaires pour gagner un budget de justice sociale.

Paris, le 10 septembre 2025